



Fenêtre sur le monde n°19



Vert, couleur de l'espoir, s'écrit avec un « v », comme « vaccin ». Comme « victoire » ? Le bonheur d'humains vaccinés retrouvant leurs semblables affranchis de la peur de la contamination, la robe de mariée virevoltant dans une danse promesse d'un nouvel avenir, les retrouvailles sur une plage sous le soleil, sont des points presque imperceptibles sur une mappemonde teintée de vert trop pâle et surtout de gris. Vert, couleur d'un passeport de genre nouveau : sous prétexte d'ouvrir les frontières que la pandémie a condamnées à la fermeture (fantasme ou rêve nationaliste accompli), il dressera des barrières et triera. Voilà encore des exclus. Vert, couleur de la rage : les secrets enfouis au fond des coffres appartiennent à l'humanité ; nous allons arracher les clés des mains des profiteurs, ouvrir les coffres et laisser s'échapper la délivrance. Jeter les clés et se retrouver à nouveau ensemble dans la « maison bleue adossée à la colline » qui nous a tant manqué. Savourer une victoire d'un vert profond et lumineux, couleur d'un espoir que les peuples du monde entier auront conquis de haute lutte.

Justice vaccinale, espoir mondial

« Voilà ce qui arrive quand un tiers de l'humanité dépend d'un seul producteur de vaccins »

Tribune publiée le 2.04.2021 dans le *Guardian* par deux Indiens, Achal Prabhala, coordinateur du projet *AccessIBSA* pour l'accès aux médicaments en Inde, Brésil et Afrique du Sud, et Leena Menghaney, avocate spécialisée en droit et politique du médicament, qui travaille avec Médecins sans Frontières. Les deux militent aujourd'hui pour la levée des brevets sur les vaccins anti-COVID, et expliquent le prétendu « nationalisme » vaccinal indien.

Les pays les plus pauvres du monde, un tiers de l'humanité, ne recevront aucun vaccin dans les mois qui viennent, à cause de l'arrêt des exportations indiennes dont dépend leur approvisionnement. Accuser l'Inde ? Facile... Mais comparé même aux pays européens qui ne sont pas des champions de la vaccination (en France, un petit 15% est vacciné), l'Inde n'a vacciné que 3% de sa population ! D'autres pays ont des pourcentages encore plus bas : le Nigéria, 1% seulement.

Les auteurs de la tribune racontent comment les inventeurs du vaccin qui porte aujourd'hui le seul nom de la compagnie privée (AstraZeneca) tandis qu'il est co-développé avec l'université d'Oxford (*Jenner Institute*) ont voulu qu'il soit public, afin que sa production puisse se faire dans n'importe quel pays. Au début, ils ont signé avec le *Serum Institute of India*, le plus grand producteur du monde. Mais ils avaient bien l'intention de signer avec d'autres, quand la *Gates Foundation* et l'Université ont donné l'exclusivité à AstraZeneca, compagnie basée au Royaume-Uni.

Dans le nouveau contrat signé cette fois-ci par AstraZeneca, le *Serum Institute of India* devait donner aux 92 pays éligibles à COVAX (qui, soit dit en passant, représentent la moitié de la population mondiale, 4 milliards de personnes), garder 35% pour l'Inde et exporter le reste. Mais une clause du contrat permettait à AstraZeneca d'exporter dans n'importe quel pays, sous prétexte d'urgence. C'est comme ça que des pays qui n'en avaient pas besoin car ils disposaient déjà d'autres vaccins, ont pu se procurer aussi ce sérum, comme (un hasard, n'est-ce pas ?) le Royaume-Uni ! Ces mêmes pays bloquent à l'OMC la demande de l'Afrique du Sud et de l'Inde à lever les brevets.



Quel prix pour ces vaccins ? AstraZeneca s'était engagé à « ne pas faire du profit » durant la pandémie, mais ce n'étaient que des paroles. Car, selon la tribune, on a constaté que l'Ouganda, pays parmi les plus pauvres du monde, a payé trois fois plus que les pays européens : « le prix varie selon la région géographique et les volumes demandés », se justifie la compagnie privée. Pas de profits ?

Les auteurs adressent une critique aussi à COVAX, qui n'a sollicité pour son approvisionnement que des compagnies occidentales, ce qui exclut les vaccins chinois ou russe. Et une autre au gouvernement indien, qui, contrairement à plusieurs pays, n'a pas investi dans la recherche et n'a pas financé le *Serum Institute of India*.

Où en est-on aujourd'hui ? L'Inde retient ses doses AstraZeneca, et un autre vaccin, Covaxin, développé localement par Bharat Biotech, y est produit en petite quantité. Mais le *Serum Institute of India* se retrouve devant une impasse : choisir d'approvisionner plutôt COVAX (les 92 pays qui en dépendent) ou préférer l'Inde afin d'affronter la flambée épidémique qui y a lieu en ce moment ?

La conclusion est bien sûr qu'il faut produire plus, et partout. Cela dépend de la levée des brevets et du développement des moyens de production.

« L'Inde était appelée “la pharmacie du monde en voie de développement”. Il est temps de repenser cette appellation. Nous aurons besoin de bien plus de pharmacies dans bien plus de pays pour survivre à cette pandémie », concluent les auteurs. En tant qu'Indiens, experts en santé mondiale et défenseurs des droits humains, ils savent de quoi ils parlent.

<https://urlz.fr/foPI>



Vu du Kenya

Nanjala Nyabola est une Kényane qui se définit comme « écrivaine, défenseuse de causes et voyageuse ». Son fil Twitter est cité dans la section « débats » du *NYTimes* (18.03.2021), pour soutenir une distribution équitable des vaccins et mettre fin à la situation actuelle caractérisée par un haut responsable des Nations-Unies comme « un apartheid vaccinal ».

Nanjala fait partie des personnes possédant les « codes » de la globalisation néolibérale qu'elle essaie de combattre. De par son métier et son statut, elle appartient à la catégorie intellectuelle urbaine « bien intégrée », ce qui lui permet une ouverture vers le monde et une bonne connaissance des campagnes vaccinales des pays dits développés. Ces caractéristiques la rendent moins représentative de l'ensemble de la population kényane, mais lui permettent de bénéficier de la « tribune » offerte par le *NYTimes* pour dénoncer l'injustice vaccinale.

« Parfois je suis en visioconférence sur Zoom avec des gens en Europe ou en Amérique du nord et je leur rappelle que non seulement je ne suis pas vaccinée, mais qu'il n'y a pas de plan pour que des personnes comme moi soient vaccinées ; Félicitations pour être entrés dans "l'après" et salut de l'autre rive », commence-t-elle sur Twitter le 17 mars. Elle continue en dénonçant les pays qui raflent les vaccins, les « jeux diplomatiques » au centre desquels se trouvent les vaccins, les prix qui montent, etc. Pour son pays, « il n'y a qu'un grand point d'interrogation ». Même pas une attente. « J'ai le sentiment d'être sur le quai d'une gare désaffectée ».

Une autre Kényane se sent « comme une sœur » de Nanjala : une de ses amies des États-Unis viendra lui rendre visite en juillet et lui annonce, du même coup, qu'elle se fait vacciner le lendemain (tweet du 17 mars) ; « je suis sans voix », dit la Kényane. Mais un autre internaute, plus combatif, se demande ce qui empêche les leaders africains d'investir collectivement dans les biotechnologies et d'exploiter le potentiel des « chercheurs vraiment étonnants » qui existent sur place pour développer leur propre vaccin. Une autre solution serait de négocier avec la Chine, la Russie, Cuba ou, bientôt, le Vietnam.

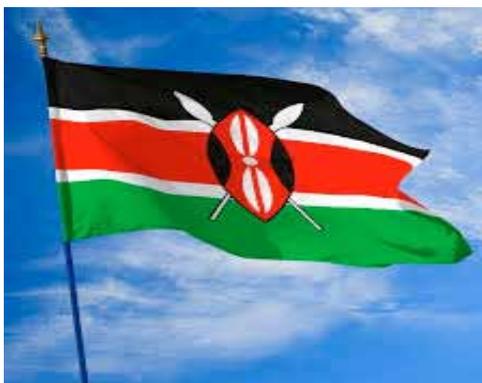
Cet internaute met le doigt sur les enjeux politiques vaccinaux, mais aussi sur le potentiel scientifique africain, que nos camarades et collègues sénégalais du SUDES ont souligné (cf. *Fenêtres* n°6, n°7 et n°12). Le scandale, selon les Kényans qui discutent sur ce fil Twitter, est que les essais cliniques se passent souvent en Afrique, mais non la production des vaccins. L'un d'entre eux, portant l'alias Siyabonga Africa, dit que c'est criminel.

Ce fil se termine avec la remarque d'un certain Alex fustigeant « le libre marché et la globalisation », qui bénéficient aux riches et laissent les autres s'en sortir tout seuls, sans aucun esprit de partage. Comme si on pouvait attendre que les capitalistes pratiquent le partage de leurs richesses et de leurs profits...

Malgré l'absence de référence aux actions pour faire tomber les brevets des vaccins dans le domaine public et pouvoir ainsi les produire dans tous les pays qui en ont les moyens, la discussion de ces Kényans éclaire leur désespoir, mais pose aussi la question de la recherche scientifique en Afrique et de l'émancipation de ce continent qui en a assez de dépendre du « monde occidental ». Une salutaire prise de conscience.

L'alias de Nanjala Nyabola sur Twitter est @Nanjala1.

<https://urlz.fr/foPL>



Les soignants africains victimes des inégalités vaccinales

Le *NYTimes*, dans sa section « débat », renvoie à un article publié le 22.03.2021 sur la situation vaccinale dans le monde entier et en particulier en Afrique. L'une des preuves les plus criantes de cette inégalité est le nombre de victimes de la COVID19 parmi les soignants de plusieurs pays africains : Kenya, Mozambique, Nigéria, Zimbabwe. Comme on sait, quand les vaccins ont commencé à arriver dans les pays « développés », les soignants ont été prioritaires à recevoir leur piqûre, ce qui les protège assez bien. Ce n'est que justice, vu qu'ils ont été au front pandémique depuis le début et ont payé un lourd tribut.

Mais ce n'est pas le cas en Afrique. Les soignants continuent de mourir de la COVID19, ce qui affaiblit encore plus des systèmes de santé déjà mal en point (cf. *Fenêtre* n°18 pour le Soudan, par exemple) et favorise l'émergence des variants. 17% de la population mondiale vit en Afrique, mais jusqu'à aujourd'hui le continent n'a reçu que 2% des vaccins. Un ministre kényan a déclaré, lors de la réception de la première livraison de vaccins début mars, que le pays était en train de « lutter contre la pandémie avec des balles en caoutchouc ». Mais la joie des pays africains, dont la majorité a été servie par COVAX, la plateforme de l'OMS, a été stoppée quand l'Inde a décidé d'interrompre ses exportations pour vacciner sa propre population.

Les soignants qui ont attrapé la COVID et s'en sont remis espèrent aujourd'hui avoir une première injection. Pour certains, c'est comme une ironie tragique, ayant déjà beaucoup souffert. Imaginez, comme le dit une infirmière, d'apprendre que le vaccin est arrivé juste le jour où on est hospitalisé pour cause de COVID... D'autres, au Zimbabwe ou au Nigéria, sont morts, même d'éminents spécialistes qui étaient des piliers du système de santé.

Bien sûr, les « analystes » cités par le *NYTimes* pensent que COVAX a joué un grand rôle pour l'amélioration de la situation des pays africains. Mais ils oublient de préciser que c'est une goutte dans l'océan et qu'il lui manque encore de l'argent...

Heureusement, un chercheur post-doctoral en santé publique à l'université de Cardiff, David Ngira, remet les choses à leur place : les essais cliniques ont eu lieu dans les pays africains (cf. *Fenêtre* n°14 pour l'Afrique du Sud). Les participants, et leurs pays, auraient dû avoir un accès prioritaire aux vaccins. Or non seulement ce n'est pas le cas, mais en plus les vaccins ne sont pas entièrement gratuits pour les pays africains. On demande par exemple au Kenya de payer pour des vaccins couvrant 10% de sa population, afin de lui en donner gratuitement pour 20%.

Les soignants africains dénoncent bien sûr leurs mauvaises conditions de travail, le manque d'EPI et la corruption qui gangrène plusieurs pays du continent. Mais tous sont unanimes : leur salut et celui de la population dont ils s'occupent est aujourd'hui suspendu aux livraisons de vaccins. Une longue attente avant de mettre le vaccin à la portée de tous les Africains ?

Raison de plus pour réclamer la levée de brevets et généraliser la production des sérums salvateurs.

<https://www.nytimes.com/2021/03/22/world/africa/africa-vaccine-inequality-covid.html>



Vaccinez les migrants, y compris les sans-papiers

L'article paru dans le *Washington Post* le 10.04.2021 concerne les migrants installés aux États-Unis. Mais la problématique de la vaccination de ces personnes, surtout si elles n'ont pas de papiers, concerne tous les pays d'accueil de migrants. Étant donné que la plupart de ces pays font partie de « l'Occident développé » où les campagnes de vaccination sont déjà en cours, cet enjeu doit préoccuper tout défenseur de l'égalité et de l'équité vaccinales.

À Boston, relate l'article, les migrants brésiliens n'ont pas pu accéder aux centres de vaccination officiels, où l'on demande des tas de papiers qu'ils n'ont souvent pas. De plus, dans ces centres, on ne parle que l'anglais, ce qui exclut d'emblée la population allophone. À la peur de se faire stigmatiser, ou, pire, dénoncer aux services de l'immigration comme illégaux, s'ajoute l'incompréhension qui accentue la marginalisation.

En l'absence d'actions officielles de la part des autorités locales ou fédérales, ce sont les associations qui prennent l'initiative, comme le *Brazilian Worker Center* qui défend les droits des travailleurs migrants. Ici, on parle portugais et on rassure les migrants : tout document portant leur nom (passeport étranger, s'ils en ont, facture d'électricité ou autre) doit être accepté ; s'ils n'en ont pas, ils sont enregistrés avec l'adresse du centre.

Aux États-Unis, les doses ne manquent pas (grâce à une politique de rétention de la production du pays pour servir ses besoins...), mais pour faire vacciner tout le monde, il faut aller chercher les personnes éloignées des circuits traditionnels. Les responsables associatifs distinguent « l'égalité » et « l'équité » face au vaccin : tout le monde a une opportunité de se faire vacciner (égalité), mais les moyens pour amener tout le monde au vaccin doivent être alloués partout, tenant compte des circonstances particulières de chaque partie de la population (équité).

Certes, les instructions fédérales sont claires : les migrants sans-papiers ont droit au vaccin comme tout le monde. Mais leur application sur le terrain n'est pas uniforme, et parfois n'existe pas : les politiques locales reproduisent les divisions « de race » ou de condition sociale qui ont déjà été la cause de la flambée épidémique dans certaines communautés. Une enquête de la *Kaiser Family Foundation* montre qu'un quart seulement des sites internet de vaccination stipulent clairement qu'il n'y a pas besoin de « présenter ses papiers » pour recevoir son sérum. Si l'on tient compte du fait que cette enquête concerne les personnes ayant accès à internet et connaissant le système des rendez-vous en ligne (pas la majorité des migrants), on mesure l'exclusion.

Les défenseurs des droits humains et les associations dites « communautaires » comme le *Brazilian Worker Center* insistent sur la confiance : comment les sans-papiers, qui ont subi des politiques répressives d'immigration pendant des années (y compris celle, agressive, de l'ère Trump), vont-ils maintenant croire que c'est « pour leur bien » d'aller faire la queue au centre de vaccination, un lieu éloigné de leur périmètre habituel ? N'auront-ils pas peur de se faire arrêter ?

« Les populations vulnérables iront dans des lieux qui leur inspirent confiance, pas nécessairement aux centres de vaccination de masse », disent les associations. D'où l'importance des centres de proximité pour ne pas laisser ces personnes, souvent en très mauvaise santé et donc à haut risque, sans protection.

Un autre enjeu concernant la vaccination équitable est l'information des migrants dont la détresse est accentuée par les rumeurs qui se propagent de bouche à oreille à la vitesse de l'éclair. On sait que ces populations communiquent surtout oralement, ce qui peut conduire à déformer une information. Il faut donc des campagnes sur-mesure, presque du « cousu main », comme le précise dans l'article le président du *Mexican American Legal Defense and Educational Fund*.

Natalícia Tracy, la directrice du *Brazilian Worker Center*, témoigne de sa propre expérience dans un centre de vaccination officiel. Elle y était accompagnée d'un ami (blanc, sans accent...), à qui la personne à l'accueil a proposé un vaccin, ne sachant pas qu'il était seulement là pour épauler son amie. Mais à Natalícia la même personne a demandé des tas de renseignements pour vérifier qu'elle était bien résidente du Massachusetts, car seuls les résidents avaient le droit de se faire vacciner dans ce centre. Et pourtant, elle avait un rendez-vous pris dans les règles !

Natalícia, arrivée illégalement aux États-Unis à l'âge de 19 ans sans parler anglais, a un doctorat, une position sociale et un poste de dirigeant de l'association de défense des travailleurs migrants : tout cela lui permet de dépasser la bêtise bureaucratique ou le racisme auxquels elle fait face. La campagne de vaccination qu'elle organise au *Brazilian Worker Center* est inspirée de « l'activisme sanitaire des *Black Panthers* » qui avaient créé des dispensaires gratuits et dispensé une éducation à la santé.

Cette campagne se mène aujourd'hui avec l'aide de *Lawyers for Civil Rights* et du *Whittier Street Health Center*, deux associations de défense et d'éducation à la santé des migrants. Natalícia en est fière : le téléphone du centre n'arrête pas de sonner. Son combat pour la justice vaccinale porte des fruits.

<https://www.washingtonpost.com/health/2021/04/10/covid-vaccine-immigrants-id/>

La problématique de l'accès aux vaccins pour tous, y compris les populations « exclues » ou « marginales », ou tout simplement les habitants des quartiers populaires, est présente aussi en France, où des élus et associations de proximité défendent une approche similaire à celle de Natalícia et de son centre. Voir par exemple ce qui se passe en Seine-Saint-Denis (93), où un bus fait le tour du département pour vacciner les plus précaires (*l'Humanité* 15.03.2021) :

<https://www.humanite.fr/covid-19-bord-du-bus-qui-sillonne-la-seine-saint-denis-pour-vacciner-les-plus-precaires-701366>

Voir aussi l'interview du maire de Stains (93), Azzedine Taibi (*l'Humanité* 12.04.2021), qui, malgré la satisfaction d'avoir dans son département le grand « vaccinodrome » du Stade de France, plaide pour un renforcement des centres de vaccination locaux. La même problématique est mise en avant par les soignants de Madrid (voir infra) :

<https://www.humanite.fr/videos/vaccination-en-seine-saint-denis-les-plus-vulnerables-ny-ont-pas-acces-703103>



Passeport vaccinal ? Vaccinez d'abord tout le monde, dans tous les pays du monde, et après on verra

Le *Guardian* du 8.04.2021 publie deux opinions d'experts en santé publique et membres du SAGE (*Scientific Advisory Group for Emergencies*), le comité scientifique consultatif du Royaume-Uni. Les deux experts étudient la question non d'un point de vue strictement britannique, mais surtout en vue d'une application générale de ce « passeport COVID » qui commence à faire couler beaucoup d'encre, vu qu'il est sérieusement mis en débat dans plusieurs pays y compris dans l'Union européenne (UE) et qu'un document similaire est déjà en place en Israël, le fameux « badge vert » (cf. *Fenêtre* n°17).

Melinda Mills, démographe à l'Université d'Oxford et membre de la *Royal Society*, présente des arguments plutôt pour, et des « garde-fous », insistant sur le point le plus controversé, à savoir l'usage d'un tel document.

Pour les voyages internationaux, elle pense que le précédent du carnet international de vaccination qui existe déjà est un exemple de faisabilité du nouveau « passeport ». Elle cite aussi comme exemple les grands événements sportifs, où le public se rue dans les stades et qu'il est difficile de respecter la « distanciation sociale ». Exiger ce document au restaurant, au pub ou pour accéder à d'autres « lieux non essentiels » ne lui semble pas déraisonnable.

Mais Melinda Mills oublie de mentionner deux choses importantes : le carnet international de vaccination est un document officiel homologué par l'OMS, qui ne contient que l'information sur les vaccins et aucune autre donnée personnelle. Si c'est un « bon exemple », pourquoi ne pas l'utiliser et inventer autre chose ? C'est l'avis, par exemple, de Jean Ziegler dans sa tribune publiée dans l'Humanité que nous avons déjà citée dans notre *Fenêtre* n°18.

Aussi : aller au restaurant ou au pub n'est pas une obligation ni un besoin « vital », même si nous en ressentons l'absence confinés que nous sommes par intervalles depuis plus d'un an. Ce « passeport COVID » compliquera par ailleurs la vie de ces établissements qui ont déjà trop souffert de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques.

La question des lieux de travail est envisagée du point de vue des employeurs, qui réclament que le gouvernement les autorise à l'imposer aux salariés. Malheureusement, aux États-Unis, exclure les travailleurs non vaccinés des lieux de travail a été déclaré légal par l'*Equal Employment Opportunity Commission*. Les employeurs britanniques attendent que cela soit le cas aussi au Royaume-Uni. Nous avons déjà parlé du lien entre preuve de vaccination anti-COVID et accès au lieu de travail en Israël (cf. *Fenêtre* n°17).

Melinda Mills n'oublie pas de mentionner qu'il faut prendre des mesures garantissant l'inviolabilité des documents numériques et un usage restreint des données personnelles recueillies. La fin de son article est assez inquiétante, car il n'est pas sûr que les passeports serviront uniquement comme preuve de vaccination anti-COVID et qu'ils auront une durée limitée dans le temps.

Stephen Reicher, spécialiste de psychologie des masses, met l'accent sur les aspects les plus controversés de ces « passeports », le premier étant leur caractère obligatoire ou non, et l'exigence de les présenter pour participer à des activités qui relèvent du loisir ou de la vie quotidienne.

S'ils sont obligatoires pour tout et partout, les non vaccinés se trouveront exclus et auront le sentiment qu'on les force. Pas une bonne façon d'accroître l'adhésion de la population aux campagnes vaccinales...

Stephen Reicher souligne à raison que l'accès aux vaccins, même dans les pays « riches » occidentaux, n'est pas égal pour toutes les catégories sociales. Il répète en fait l'évidence mise au jour par plusieurs études : la pandémie a frappé « sélectivement » et a exacerbé les inégalités existantes ; la pénurie de vaccins et les stratégies chaotiques des États, ainsi que le refus de Big Pharma de libérer les brevets pour accélérer la production de vaccins, ont perpétué ces inégalités.

En tant qu'expert en psychologie des masses, Stephen Reicher rappelle les expériences historiques négatives surtout des Noirs (colonisation, discriminations raciales...) : comme eux, toutes les catégories sociales dites défavorisées voient le mécanisme de l'État comme un moyen de les mettre sous contrôle plutôt que de les considérer comme des citoyens à part entière.

« Le caractère obligatoire favorise l'aliénation de personnes qui, précisément, sont les plus enclines à hésiter à se faire vacciner, au moment où, précisément, il est urgent et nécessaire de les rassurer »,

souligne Stephen. « L'inégalité vaccinale plus les passeports vaccinaux conduiront à un apartheid vaccinal », prévient-il.

Alors que faire ? Les soignants savent bien, depuis toujours, que les campagnes réussies de santé publique dépendent d'un engagement réussi des communautés qui auront le sentiment que c'est pour leur bien et pour le bien de leurs enfants. Aucun « passeport » ne produira cet engagement de façon magique. Le psychologue le sait bien : il faut de la pédagogie et de la proximité pour réussir une bonne santé physique et une bonne santé sociale.

<https://urlz.fr/foPO>

Les passeports vaccinaux révèlent les inégalités des campagnes de vaccination

Saisissant l'occasion du débat politique qui a lieu aux États-Unis autour de ce « passeport vaccinal » devenu une occasion pour les Républicains d'accuser l'administration Biden des pires exactions contre la « liberté » (conçue comme l'affranchissement des règles collectives et la fin de toute notion de service public ou de régulation de la part de l'État), un article paru dans le journal *New Republic* le 31.03.2021 repose la question de l'utilité d'un tel document.

Ni les délires conspirationnistes de l'extrême droite, ni ceux des néolibéraux solutionnistes pour qui la technologie est adulée comme une divinité ne doivent dominer le débat sur ces passeports. On risque ainsi d'oublier les problèmes d'égalité d'accès à la santé et de respect de la vie privée. Si le système de santé est inégalitaire et que l'accès aux vaccins n'est pas donné à tout le monde, si l'accès aux technologies numériques dépend aussi de la classe sociale, les passeports deviendront un outil au service des riches qui pourront retourner à une vie quasi-normale.

Ceux qui les promeuvent pensent surtout à les mettre en place grâce à des PPP, où les États feront soustraire leur réalisation par les entreprises du numérique. On privatise ainsi un service hautement sensible et on donne l'image d'États impuissants et incapables de mettre en place des solutions technologiques publiques.

Avec les criantes inégalités mondiales de la distribution des vaccins (seulement 0,1% des doses sont allées aux pays pauvres jusqu'à ce jour, malgré les efforts de COVAX), les passeports, s'ils sont utilisés pour autoriser les voyages internationaux, assigneront la majorité de la population mondiale à résidence.

Quand on connaît les difficultés de voyager qui existaient déjà avant la pandémie, c'est choquant et inacceptable. Savez-vous par exemple qu'il était plus facile (et plus rapide, et moins cher) pour un habitant de France ou de Belgique de se rendre à Accra, la capitale du Ghana, que pour un Sénégalais qui démarre de Dakar, juste à côté ? Les liaisons aériennes sont pensées pour les voyageurs « rentables » qui se déplacent beaucoup, profil-type du voyageur « occidental ». Si aujourd'hui on ajoute la difficulté d'obtenir le passeport vaccinal, on creuse l'écart entre les voyageurs (minorité) et les sédentaires malgré eux (majorité).

En fait, ce genre d'idée discriminatoire est surtout promu par les néolibéraux qui veulent que les gens recommencent à consommer, à devenir des clients, à dépenser leur argent. Étant donné que certaines personnes ont épargné pendant les confinements car les voyages et les loisirs étaient interdits, l'argent existe et devrait être dépensé.

« Les passeports vaccinaux se veulent un raccourci vers la normalité, mais ils sont plutôt comme une impasse, une façon de renforcer les hiérarchies de citoyenneté et d'accès », conclut l'article. Le retour à la normale requiert, au contraire, la construction de systèmes de santé performants dont les gens ont besoin en cette période de pandémie.

C'est sûr que la conversation sur les passeports vaccinaux ne se serait pas déroulée de la même façon s'il y avait une justice et une égalité vaccinales pour tous, dans tous les pays du monde. On en est loin, malgré les efforts de COVAX, les demandes de levée des brevets et les mobilisations citoyennes. C'est pourquoi il faut poursuivre les efforts : pas de profits sur la pandémie.

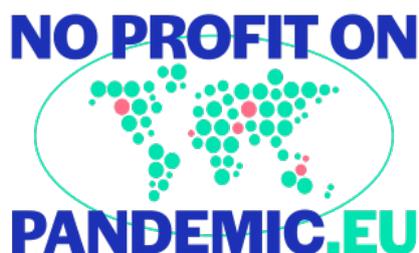
L'article du *New Republic* :

<https://urlz.fr/foPP>



Si vous n'avez pas encore signé l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « pas de profits sur la pandémie », vous pouvez toujours le faire. Chaque signature compte, la France n'a pas encore recueilli son quota :

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>



Organisation internationale du travail (OIT)

Les salaires dans le monde par temps de COVID19

Fin 2020, l'OIT a produit un rapport sur les salaires en général et le salaire minimum en particulier durant l'année 2020 dominée par la pandémie. Dans ce rapport, une comparaison avec les quatre années précédentes, 2016-2019, éclaire la crise économique qui résulte de la crise sanitaire, ainsi que le fait que ce sont les salariés, c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population mondiale, qui en subissent les conséquences.

Entre 2008 et 2019, les salaires ont presque doublé en Chine et augmenté de 22% pendant la même période en Corée du Sud. Le taux général d'augmentation dans le monde était entre 1,6 et 2,2%.

Mais ça, c'était avant.

La pandémie a tiré les salaires vers le bas dans les deux tiers des pays. Là où ils n'ont pas baissé de façon significative, dans un tiers des pays (dont la France), ce n'est qu'un trompe-l'œil, car les salariés les moins bien rémunérés se sont retrouvés au chômage (donc leurs salaires sont sortis des statistiques). Ailleurs, les mesures prises par les États pour amortir les effets de la crise ont évité, certes, qu'un très grand nombre de travailleurs se retrouve au chômage, mais n'ont pas eu de conséquences sur les rémunérations (Corée du Sud, Japon...).

Même si on voit que le rôle des États est essentiel pour éviter le chômage massif (contrairement aux éloges du « libre marché » qu'on n'entend plus aussi fort en ce moment, allez savoir pourquoi), le rap-

port de l'OIT souligne que les travailleurs les moins bien rémunérés ont été les plus impactés par la crise qui a aggravé les inégalités salariales. Il s'agit sans surprise des travailleurs les moins qualifiés, Là aussi, s'il n'y avait pas eu les subventions publiques, leurs salaires auraient baissé de 17,3% (6,5% de baisse pour l'ensemble des travailleurs). Par contre, les plus hauts salaires ont augmenté. Les subventions publiques ont compensé 40% de la baisse.

Le rapport éclaire aussi les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, les premières, sans surprise, ayant été touchées de manière disproportionnée. Les données du rapport tiennent compte d'un échantillon des 28 pays européens (le Royaume-Uni est sorti officiellement de l'UE en janvier 2021), on imagine donc des résultats encore plus désastreux dans les pays aux économies moins développées.

La masse salariale des femmes a baissé de 8,1% (5,4% pour les hommes) à cause de la baisse de leurs heures travaillées et non parce qu'on a plus licencié les femmes. On voit la confirmation de ce qu'on dit depuis longtemps à la CGT, à savoir que les femmes subissent les temps partiels et ne les choisissent pas, et que c'est l'une des causes de la faiblesse de leurs salaires.

Les salaires minimum existent dans plusieurs pays (90 sur les 187 membres de l'OIT), mais il est bien connu aujourd'hui que 327 millions de salariés dans le monde, dont 152 millions de femmes, sont payés en dessous de ce seuil. Les femmes sont presque la moitié de cette catégorie car elles occupent les emplois les moins bien payés.

Mais pourquoi tant de travailleurs ne perçoivent même pas le salaire minimum ?

La raison principale, outre le non respect de la législation là où elle existe, c'est l'emploi informel (c'est-à-dire au noir). Nous avons fait état de la souffrance des travailleurs agricoles « informels » du sud de l'Italie (qui plus est migrants, bloqués en Italie lors du premier confinement) dans notre *Fenêtre* n°7. Tenant compte des effets dévastateurs de la pandémie sur ces travailleurs qui n'ont pas accès aux aides, le rapport souligne encore une fois l'efficacité du salaire minimum et la nécessité de mesures pour éradiquer le travail au noir.

Comment faire pour sortir de la crise COVID ? La troisième partie du rapport s'intitule « des politiques salariales en faveur d'une reprise économique centrée sur l'humain ». Contrairement à la tendance trop souvent observée de « dégraissage » (que plusieurs entreprises en France n'ont pas eu honte de pratiquer en pleine pandémie), il faut sauvegarder les emplois, la viabilité des entreprises, et aussi protéger les revenus des travailleurs et de leurs familles.

C'est déjà un bon début, car la suite reste timorée, centrée sur le maintien du niveau de vie et non sur l'augmentation des salaires, même s'il est fait référence à des négociations pour revaloriser des métiers, essentiellement féminins, où les rémunérations sont trop basses, contrairement à leur utilité sociale que la crise a mise en lumière. Bien sûr, les subventions et aides publiques doivent être maintenues autant que nécessaire.

Compte tenu du rôle du salaire minimum, le rapport souligne que dans la « meilleure normalité » de l'après-crise, qui doit être planifiée dès aujourd'hui (par conséquent on ne doit pas la laisser au bon, et surtout au mauvais vouloir des entreprises et du « marché »), le salaire minimum adéquat doit jouer un rôle de premier plan : il réduit les inégalités et protège les salariés. La convention n°131 de l'OIT, qui date de... 1970, doit servir de base pour un « dialogue social » qui visera à appliquer ce salaire minimum.

Comme le dit le directeur général de l'OIT, Guy Rider, « l'accroissement des inégalités entraîné par la crise COVID19 menace de laisser derrière lui de la pauvreté, ainsi qu'une instabilité sociale et économique, ce qui serait désastreux ». Pour l'avenir post-COVID, Guy Rider n'élude pas ce qu'il appelle « les

questions gênantes », à savoir pourquoi « des métiers ayant une valeur sociale élevée, à l'image de ceux des soignants et des enseignants, sont très souvent mal payés ».

L'OIT, rappelons-le, est le seul organisme international vraiment paritaire, où les syndicats des travailleurs siègent à égalité avec les patrons. Même si ses conventions (à l'instar de celle sur la protection des femmes contre le harcèlement sexuel au travail, n°190) n'ont pas de caractère obligatoire pour les États, elles peuvent être un point d'appui pour les syndicats et aider à établir un rapport de forces en faveur des travailleurs.

Rapport intégral (en anglais) à télécharger :

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_762534.pdf

Résumé en français :

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_762318.pdf



« Et en même temps », le magazine Forbes publie son classement annuel mondial des milliardaires.

Dans le chapitre « ce n'est pas la crise pour tout le monde », on découvre, sans surprise, que leur richesse a augmenté pendant la crise. Les 20 personnes les plus riches ont connu une augmentation de 62%. 660 nouveaux milliardaires de plus dans un an, quand 80 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté et la famine ! Les Français spécialisés dans le luxe sont toujours à leur place, mais, fait nouveau lié à la pandémie, les nouveaux entrants sont les patrons et actionnaires de Big Pharma, en premier lieu Stéphane Bancel, de Moderna (que nous connaissons bien, cf. *Fenêtres* n°13 et n°18), qui est entré directement à la 23^e place du classement.

Pour une présentation succincte de ce classement, lire l'article de Pierric Marissal dans *l'Humanité* du 8.04.2021 :

<https://www.humanite.fr/inegalites-les-profiteurs-de-la-crise-sanitaire-au-sommet-des-grandes-fortunes-702820>

Voir aussi la carte interactive « richesses des pays vs milliardaires » publiée sur le site de *l'Humanité* le 7.04.2021 :

<https://www.humanite.fr/richesses-des-pays-vs-milliardaires-702760>

Allemagne

La culture est essentielle, et elle rouvre à Berlin

Certes, il ne s'agit pas encore d'ouvrir tous les théâtres, cinémas et salles de concerts d'Allemagne, ni même de Berlin. Certes, ce ne sont que quelques grandes institutions qui rouvrent depuis la mi-mars. Mais c'est un événement digne d'être mentionné quand ailleurs, en France par exemple, la culture mobilisée est mal considérée et demeure fermée depuis fin octobre 2020.



Berlin est une ville de culture. Qui ne connaît pas la Philharmonie ou le Berliner Ensemble ? D'autres lieux culturels moins connus à l'étranger ont rouvert dans le cadre d'un projet pilote mis en place par la ville, appelé « *Perspektive Kultur* ». La réouverture a été possible grâce à une convergence entre demande des artistes et volonté politique, les élus berlinois (dont l'un s'exprime dans le documentaire de la Philharmonie) sont fiers de leur ville culturelle.

Le *NYTimes* du 24.03.2021, sous le titre « Pour une nuit au théâtre, apportez un test coronavirus négatif » décrit le projet qui a eu un énorme succès auprès des habitants. Les mesures sanitaires sont très strictes et incluent obligatoirement un test fait 12 heures avant le spectacle dans un centre agréé. Le masque est obligatoire, un circuit d'entrée et sortie est mis en place, la moitié des sièges condamnés pour cause de distanciation.

L'objectif du projet est de montrer que les manifestations culturelles peuvent se tenir moyennant un protocole bien pensé qui est respecté à la lettre par le public, trop heureux de retrouver les salles de spectacle. C'est un « pilote » qui conduit le véhicule culturel en toute sécurité, même quand le taux d'infections est important, selon son responsable, Torsten Wöhlert, cité par le *NYTimes*.

Certaines manifestations peuvent toutefois être modifiées pour des raisons sanitaires. Et les élus locaux peuvent décider d'arrêter l'expérimentation, même si les responsables du programme pensent que cela ne se fera pas. Les Berlinois ont un énorme appétit de culture. Les artistes aussi, même si certains, comme les musiciens de la Philharmonie, n'ont pas arrêté de travailler depuis la rentrée et ont diffusé sur internet leurs concerts (à un prix raisonnable ou sur abonnement).

Sur le site de la Philharmonie, un documentaire détaillé, précis, chaleureux et même émouvant, décrit les préparatifs du premier concert du 20 mars (qui est retransmis sur internet le week-end de Pâques) présentant le point de vue de l'administration et des services techniques, celui des musiciens, et celui d'une heureuse spectatrice.

On y voit l'excitation et la joie des musiciens : « la musique est faite par les gens et pour les gens ; c'est l'heure pour notre public de revenir ; nous jouons pour les gens », dit un flûtiste qui explique qu'il ne s'agit pas seulement de jouer de la musique, mais d'avoir en face des personnes humaines, des visages

qu'on pourrait éventuellement reconnaître ou croire qu'ils nous sont familiers.

Un joueur de cor, tout sourire, explique que « nous n'avons pas joué pour le public durant 140 jours et nous nous demandons si on allait un jour recommencer ». Une violoniste pense que « bien sûr nous pouvons jouer devant une salle vide, mais pour nous c'est donner et recevoir : le public, par sa présence, apporte beaucoup aux musiciens, même sans s'en rendre compte ». Un de ses collègues (hautbois) évoque le dernier concert avant le confinement de novembre, un moment de partage, où l'applaudissement du public était si fort, comme s'il ne voulait pas se séparer des artistes. Une joueuse de cor, dont l'émotion et la joie semblent sortir de l'écran, décrit « les concerts par temps de corona, où le silence dans la salle était plus fort que la musique ».

Un percussionniste s'enthousiasme : « nous avons retrouvé notre partenaire », le public ; « au début c'était un silence total, mais à la fin quel applaudissement ! ». Un autre membre de l'orchestre espère enfin que la Philharmonie a donné l'exemple pour que d'autres orchestres, plus petits, recommencent à jouer devant le public.

Le projet est pilote aussi pour les tests à grande échelle. Un partenariat avec l'hôpital local la Charité a permis d'installer un centre de test dans l'enceinte de la Philharmonie, destiné à tester 500 des 1.000 spectateurs. C'est également un test pour la ventilation de la salle et la circulation de l'air. Les tests, qu'on voit dans le documentaire, ont prouvé que la salle est sûre et bien ventilée.

Et notre spectatrice chanceuse, qu'on voit aller se faire tester, recevoir le résultat et réserver tout de suite son billet ? Elle a enfin pu assister au concert de ses rêves. Avec une pointe d'humour elle explique qu'elle est seule, car... son mari a dû rester à la maison garder les enfants ! La culture qui rouvre à Berlin est-elle donc féministe ?

L'article du *NYTimes* :

<https://urlz.fr/foPS>

Voir ce documentaire et écouter les musiciens, les techniciens et les administrateurs de la Philharmonie nous change de la culture hermétiquement fermée en France :

<https://urlz.fr/foPT>



Australie

Le plan de « relance » de l'austérité des riches universités australiennes

Combien de cours, combien de cursus, combien de diplômes seront fermés pour manque de financement ? Quand les universités australiennes élaborent leur « plan de relance » post-pandémique, tout est prétexte à réduire la voilure.

Nous avons déjà abondamment parlé de cette politique qui fait des universités australiennes des entreprises lucratives et non des établissements d'éducation. Notre syndicat partenaire, la NTEU (*National Tertiary Education Union*) lutte sans répit contre les licenciements de personnel académique et de support, contre cette hécatombe évitable, si le gouvernement avait prévu d'intégrer les universités au programme *JobKeeper* (sorte de chômage partiel).

La facture est trop lourde (cf. *Fenêtres* n°9 et n°17) et la politique des universités, mais aussi du gouvernement trop cynique : d'une part, la logique de l'université-entreprise est bien installée, de l'autre on prétend que l'université n'est pas une entreprise et on l'exclut des aides destinées aux entreprises...

Aujourd'hui, les universités élaborent les programmes d'enseignement et de recherche, et elles le font avec d'énormes ciseaux. Un article du journal *The Age* du 3.04.2021 mentionne les filières, les cours et les diplômes supprimés dans plusieurs universités. C'est inacceptable et cela pénalisera l'Australie dans la « compétition mondiale ». Mais les plus grands dommages seront pour les jeunes : des générations qui n'auront pas accès à l'éducation universitaire, qui ne pourront pas faire de la recherche leur métier s'ils veulent continuer.

D'éminents scientifiques australiens pensent que ces coupes sombres sont une tragédie, à l'image de l'immunologiste et prix Nobel Peter Doherty (Université de Melbourne) qui demande que la recherche soit « une priorité nationale financée de façon adéquate ». Le plan du gouvernement va faire de l'Australie une sorte de clochard du Pacifique en matière de recherche.

On licencie en Australie, même les titulaires.

L'Université de Melbourne prévoit de le faire en biochimie et chimie. Son école de chimie « n'est pas financièrement viable » et va fermer, comme il a été annoncé au personnel, des directeurs et professeurs aux techniciens de laboratoire.

L'Université Monash va fermer son Centre de théâtre et ses autres centres d'art en septembre. Comme des surplus dont on se débarrasse...

L'Université La Trobe va faire de même avec ses facultés SHS. Celle de Swibourne avec les langues (plus de japonais, d'italien ou de chinois).



your
right
to
know

Toutes ces coupes sombres sont dues aux « déficits » liés à la pandémie : moins de rentrées d'argent des étudiants internationaux (qui ne viendront pas), baisse des frais pour les Australiens car les familles ne peuvent pas payer, baisse du financement de la part du *Commonwealth* (dont l'Australie est membre).

Mais tout le monde n'est pas pénalisé : le gouvernement veille à financer des filières choisies ; c'est le but des programmes qui fournissent du « prêt à l'emploi » pour satisfaire les besoins immédiats du « marché » du travail. Comme le déclare une université, « les cours sont revus en fonction de la demande de compétences et les besoins de l'industrie ».

En France, souvent, ce genre de « modèle » est montré comme un exemple à suivre. Quand même des scientifiques sérieux australiens le dénigrent, surtout maintenant qu'il faut reconstruire après la crise, il faudrait plutôt le considérer comme un contre-modèle, un exemple à fuir.

<https://www.theage.com.au/national/victoria/melbourne-uni-cuts-threaten-to-make-us-the-bogans-of-the-pacific-20210326-p57ehg.html>

Brésil

Jusqu'où ira l'irresponsabilité d'un président d'extrême-droite ?

La presse internationale n'arrête pas de relater les « exploits » du Bolsonavirus, qui, avec sa politique désastreuse face à la pandémie et son négationnisme, compromet la lutte contre le coronavirus dans les autres pays du monde, à cause du risque d'apparition de nouveaux variants.

Nous en parlons régulièrement dans nos *Fenêtres* (cf. en dernier lieu *Fenêtre* n°17).

Le quotidien italien *Il Manifesto* du 9.04.2021 nous apporte des nouvelles fraîches de ce « Fukushima biologique », cette « bombe à retardement », ce pays où « explosent les mutations [du virus] », comme le qualifie le neuroscientifique Miguel Nicolelis, ancien coordinateur scientifique contre la pandémie dans la région du Nordeste.

Le Bolsonavirus continue à ne rien voir des 4.195 morts en un seul jour, et à ne pas écouter les épidémiologistes qui réclament un confinement d'au moins 20 jours pour ralentir la contamination. Il déclare que « les gens meurent de toute cause » et que « le virus ne partira pas ». Bien sûr, la raison principale du refus du confinement est la pression exercée par les banquiers et les industriels, à qui il a promis de ne rien faire d'autre que « d'accélérer la campagne de la vaccination ».

Mais cette accélération se fera avec des passe-droits pour les riches et l'entrée du privé dans la place.

Une nouvelle loi se prépare pour accorder des privilèges au secteur privé : elle est surnommée « coupe-file » et a obtenu 317 voix pour et 120 voix contre à l'Assemblée le mercredi 7 avril. Elle prévoit que les entreprises privées pourront acheter des vaccins à égalité avec l'État. Et comme les compagnies pharmaceutiques se sont engagées à ne vendre qu'aux États (Big Pharma mise sur la solvabilité des États comme garantie), dans cette loi une parade est prévue : le ministère de la santé achètera les doses pour le compte des entreprises privées (!) et se les partagera avec elles. Il est même envisagé d'accorder des exonérations fiscales pour l'achat des vaccins : les entreprises ne paieront pas d'impôt, tout est cadeau !

Avant cette loi si généreuse avec les amis du Bolsonavirus, en mars dernier, une loi permettait aux entreprises d'acheter des vaccins pour leur personnel, à condition de les céder au programme national d'immunisation et d'en recevoir la moitié en retour. La nouvelle loi, si elle passe (reste le vote du Sénat), supprimera toutes les conditions et permettra en plus aux entreprises privées d'acheter des vaccins qui ne sont pas encore approuvés par les autorités sanitaires brésiliennes. Sur le papier, elles seront obligées de donner au gouvernement la même quantité de vaccins que celle qu'elles auront acquise sur « le marché libre ».

Pour que cela soit possible, il faut que Big Pharma ferme un peu les yeux devant ces partenariats public-privé d'un genre nouveau. Comme l'État sera toujours de la partie, pas de doute que cela pourra se faire. Le problème est que si le privé commence à s'affranchir des règles de priorité vaccinale et à « couper la file » mise en place par le système de santé public, la campagne publique de vaccination risque d'être encore plus lente faute de doses qui iront davantage au privé. Et comme la pandémie se propage à la vitesse de l'éclair dans le pays, les victimes seront de plus en plus nombreuses, et les variants menaçants se diffuseront sans contrôle.

Pendant ce temps, le Bolsonavirus empêchera les gouverneurs raisonnables à prendre les mesures appropriées pour endiguer la contamination et continuera à inviter à table ses amis les grands patrons, les banquiers et les grands propriétaires terriens. Sans être trop regardant sur les masques.

<https://ilmanifesto.it/in-brasile-fukushima-biologica-e-il-ricco-salta-la-fila/>

Espagne

Les travailleurs des centres de santé de Madrid veulent continuer à vacciner les personnes âgées

Le 2.04.2021, dans une tribune parue au journal en ligne *Público*, la plateforme des centres de santé de Madrid dément les « raisons » avancées par les autorités locales concernant l'arrêt de la vaccination pendant les week-ends et les jours fériés.

Le conseiller à la santé de la *Comunidad* de Madrid, Ruiz Escudero, a prétendu que la vaccination, initialement prévue 7 jours sur 7, ne devait pas avoir lieu en fin de semaine et les jours fériés, car il n'y avait pas assez de vaccins. Ensuite, quand les personnes qui devaient se faire vacciner ont commencé à protester de cette réduction, il a sorti une autre excuse, qui a fâché les personnels des centres de santé où devait avoir lieu la vaccination : « il faut respecter le repos des professionnels ».

Mais les « professionnels » dont il se soucie n'ont rien demandé et lui répondent vertement dans leur tribune : « pendant des mois nous étions disponibles pour vacciner en dépassant nos horaires, exigeant que la vaccination se fasse dans les Centres de santé et élaborant même la stratégie nécessaire pour sa réalisation. Nous pouvons et nous voulons vacciner », affirment-ils.

En fait, ce qui est dénoncé c'est l'utilisation de la vaccination comme un enjeu de propagande électorale pour le gouvernement local qui mène campagne pour sa réélection et qui veut, en plus, montrer son opposition au gouvernement central.

Nous savions que le vaccin anti-COVID était hautement politique, c'est-à-dire qu'il était un argument géopolitique ou de « diplomatie sanitaire ». Nous en avons encore une preuve, cette fois-ci pour des élections régionales espagnoles. C'est vrai, comme le soulignent les rédacteurs de la tribune, un centre de santé où l'on vaccine est moins « utile » pour la communication des autorités locales qu'un parc à thème ou un « vaccinodrome » où on peut envoyer les caméras et les micros et se poster au milieu pour faire des déclarations politiques.

« Le Conseiller a raison sur une seule chose : nous sommes fatigués et surtout indignés à cause de son inefficacité, son laisser-aller et le peu de cas qu'il fait de la santé des personnes qu'il faut protéger et des travailleurs qui laissent leur peau chaque jour dans les Centres de santé. Peu lui importe la maladie et la mort, ni en 2020, ni aujourd'hui ; peu lui importe la prévention, rien n'est fait pour limiter la contagion », poursuit la tribune, indignée du manque de respect dudit Conseiller et de ses collègues envers les familles endeuillées et du manque de prise en charge de ceux qui sont en situation de handicap pour cause de COVID long.

L'intérêt des autorités locales va seulement aux entreprises, afin que les poches des riches, considérés par les rédacteurs de la tribune comme soutiens du pouvoir, soient toujours remplies.

« Dis la vérité, Monsieur le Conseiller, dis que vacciner les personnes âgées dans les Centres de santé n'est pas rentable » en matière d'image médiatique.

Voilà pourquoi ces soignants sont ulcérés. Les structures de proximité où ils travaillent et où les personnes pourraient se faire vacciner facilement ne sont pas du tout la priorité, c'est pourquoi elles ferment les samedis, dimanches et jours fériés.

Dans la rivalité politicienne contre le gouvernement central, les vaccins sont un argument que les soignants démontent facilement. Car les autorités locales n'ont rien investi dans la santé, « pas un rond », et n'ont rien fait pour payer les heures et les journées supplémentaires que le personnel des Centres de santé n'a jamais refusé de faire, mais sûrement pas bénévolement. De plus, comme ailleurs, ainsi à Madrid les autorités locales sont accusées d'avoir tenté de privatiser la santé de proximité.

Fatigués ou non, les soignants des Centres de santé sont toujours au front, mettent au service de la population leur savoir-faire et leurs compétences, et réclament « une campagne de vaccination rapide, accessible et sûre ». C'est pourquoi ils demandent qu'elle demeure loin des intérêts politiques et qu'elle ne soit pas usurpée à des fins électoralistes.

On peut inventer toute sorte de raisons pour justifier le retard de la vaccination, mais non mêler les soignants à ces allégations, les rendant responsables de choix politiques faits par d'autres et leur manquant ainsi de respect.

Voilà un avertissement.

<https://urlz.fr/foPU>



États-Unis

C'est à ce prix-là que vous pouvez prendre sans crainte le métro de New York durant la pandémie

Vous rappelez-vous ce que disait le « nègre » rencontré par Candide dans le conte philosophique éponyme de Voltaire ? Après avoir relaté les traitements que lui infligeait son maître et qu'il acceptait avec fatalisme, il concluait : « c'est à ce prix-là que vous mangez du sucre en Europe ». On peut le paraphraser pour décrire le traitement que subissent les travailleurs qui nettoient le métro de New York par gros temps COVID.

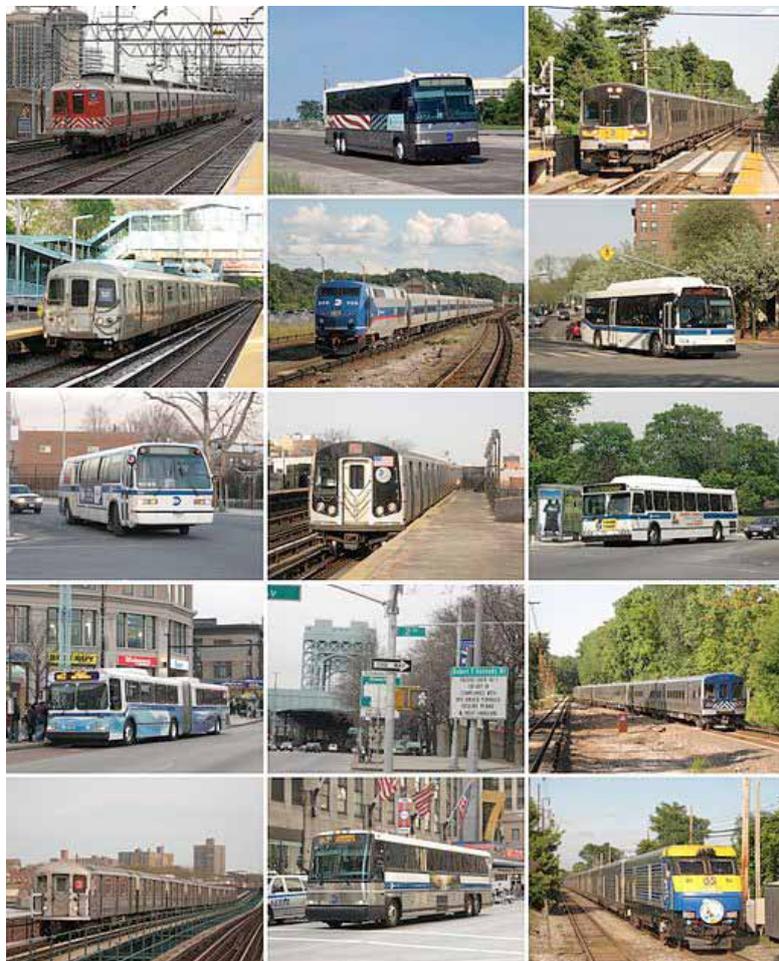
Un article publié le 26.03.2021 dans le *NYTimes* présente les résultats d'une douzaine d'entretiens avec des employés des sous-traitants qui ont nettoyé le métro de New York dès le début de la pandémie, quand la ville était confinée, et continuent de le faire aujourd'hui, sans pour autant être sur la ligne de vaccination.

Le métro de New York, tout comme la ville, ne s'arrête jamais. Mais pour la première fois de son histoire, il a dû s'arrêter pendant quelques heures chaque nuit pour nettoyage et désinfection, dès que la pandémie est arrivée en mars 2020. C'est le gouverneur de l'état de New York, Andrew Cuomo, qui a obligé la MTA (*Metropolitan Transportation Authority*) d'arrêter ses trains.

Ce nettoyage demandait deux fois plus de travail, donc deux fois plus de personnel. La MTA s'est tournée vers des sous-traitants qui lui ont procuré la main d'œuvre : des migrants pour la plupart latino-américains, travailleurs « à bas coût » exploitables à merci. Ces travailleurs et travailleuses étaient « essentiels » surtout au début de la pandémie, quand le personnel de la MTA tombait malade de la COVID (ou, pire, mourait, car il y a eu beaucoup de victimes parmi les employés des transports). Pour la MTA, la solution était idéale : elle se conformait aux ordres du gouverneur et faisait bonne figure auprès des usagers qui continuaient à prendre le métro pour aller travailler.

C'était tout à fait autre chose pour les hommes et femmes de ménage qui, contents d'avoir un travail, ne supportaient pas de se faire traiter comme des moins que rien. Tous les témoignages concordent sur le manque d'EPI (masques ridicules en tissu...) et même de produits de nettoyage. Mais l'ordre qui était donné, « nettoie les trains comme si c'était ta maison », ne souffrait pas de contestation.

Au début, comme la MTA ne pouvait pas prévoir la durée de la pandémie et donc de la nécessité de désinfection scrupuleuse des trains, elle pensait ne pas avoir à garder ce personnel de remplacement pendant très longtemps. Un an après, certains sont encore là, d'autres ont été mis dehors sans ménagement, explication ou indemnisation.



Heureusement, personne de ceux qui témoignent dans le *NYTimes* n'a été malade, mais tous ont travaillé la peur au ventre, car leur « employeur » (la boîte de portage salarial, non la MTA) n'avait pas prévu d'assurance-santé dans leur contrat. Les salaires étaient inférieurs à ceux des employés de la MTA qu'ils remplaçaient.

Même dans le cas de salaires corrects, par exemple le salaire minimum de l'état de New York, 15\$/heure (revendication du mouvement syndical *Fight for 15*) ou supérieur, 20\$/heure comme celui de Beatriz qui travaille à Manhattan, cela ne profite pas à la personne, qui doit s'acheter elle-même des masques de protection dignes de ce nom qui coûtent cher, ainsi que de gants résistants et certains produits de nettoyage. Tout cela n'est pas fourni. Beatriz dénonce le fait que certains de ses collègues étaient mis dehors juste pour quelques minutes de retard, ou pour avoir été malades, y compris de la COVID19.

Un autre témoignage parle d'interdiction d'accès aux sanitaires (où allaient les permanents de la MTA qui faisaient le même travail) ou de manque d'un coin pour manger leur maigre sandwich. La compagnie évoque les mesures de distanciation sociale et le risque de contamination s'ils mangent ou boivent sur le lieu de travail et enlèvent leurs masques. Mais Beatriz se rappelle que, pendant l'été, ils crevaient de chaud et de soif : « on nous a dit de ne pas boire pour ne pas aller aux toilettes »...

Contrairement aux autres employés des transports, ces contractuels ne sont pas éligibles à la vaccination.



La MTA réfute les allégations des travailleurs, disant que les produits de nettoyage et les EPI étaient fournis par les compagnies sous-traitantes, considérées comme les véritables employeurs du personnel de nettoyage. On retrouve ici le cynisme habituel des donneurs d'ordre, qui déclinent toute responsabilité sur les mauvais traitements infligés aux travailleurs par les sous-traitants. La MTA prétend aussi avoir demandé des inspections régulières qui n'ont pas dévoilé de manquements jusqu'en juin dernier, où elles ont signalé le manque d'EPI.

Ce n'est pas le discours des travailleurs eux-mêmes interrogés par le *NYTimes*, ni du syndicat *Transit Workers Union* que les intéressés ont fini par saisir et qui se dit alarmé.

Selon les règles de syndicalisation anglo-saxonnes, ce syndicat ne syndique pas les contractuels et ne peut les défendre auprès de la MTA, puisqu'ils ne sont pas adhérents. Mais il les écoute et prend quand même leur défense en soutenant leurs revendications. Le responsable du secteur des trains, Zachary Archidiacono, dit qu'il serait préférable que le personnel permanent retourne au travail, mais, tant qu'il n'est pas là, on ne peut pas faire comme si les contractuels n'existaient pas : « on les a dans la maison depuis un an, c'est une question basique d'égalité », dit-il.

Les intéressés sont allés voir la MTA pour présenter leurs besoins. Pour l'instant, pas d'amélioration en vue. Certains, voyant que le marché du travail reprend peu à peu et que le confinement s'allège à New York, partent d'eux-mêmes, ne supportant plus d'être traités comme des malpropres (littéralement).

Une boîte sous-traitante a dit au *NYTimes* que « jamais les employés n'ont été interdits de sanitaires » et que « les managers devaient leur procurer tous les jours les produits de nettoyage ». Mais cela ne corres-

pond pas à ce que les intéressés ont dit à Francisco Texaco, de l'organisation de défense des travailleurs immigrés *New Immigrant Community Empowerment* qui dénonce des conditions terribles.

Une autre boîte sous-traitante a dit au *NYTimes* que « les descriptions des travailleurs semblent inventées », comme si Beatriz et les autres, dont un dénommé Juan qui a demandé au journal de ne pas dévoiler son vrai nom car il est encore en poste et craint les représailles, avaient un intérêt quelconque à raconter des histoires.

En novembre 2020, Beatriz a été licenciée. C'est un coup dur pour sa famille au pays qui recevait l'argent. Mais elle a retrouvé un autre travail de ménage, même si elle aurait aimé faire plus d'heures. Au moins elle n'est pas au chômage et, comme elle a « beaucoup prié » (elle est croyante), elle n'a pas attrapé la COVID.

Quand le journal lui demande ce que sont devenus ses collègues, elle répond qu'ils sont toujours là et que rien n'a changé.

<https://www.nytimes.com/2021/03/26/nyregion/covid-mta-subway-cleaning.html>

Pour s'inscrire à l'université à la rentrée 2021, il faudra être vacciné

L'Université Rutgers est le premier établissement du supérieur à faire du vaccin une condition *sine qua non* pour accepter les inscriptions des nouveaux étudiants à la rentrée 2021. Dans un communiqué publié sur son site le 25 mars, l'établissement justifie cette condition par l'assurance du gouvernement fédéral que le vaccin sera disponible fin mai pour tous les habitants des États-Unis et se fie aux « recommandations » des experts en santé publique.

« Nous sommes engagés à protéger la santé et la sécurité de tous les membres de notre communauté », continue le communiqué, c'est pourquoi l'exigence du vaccin, qui garantira un environnement sans risque pour tous. Des exceptions seront possibles mais seulement avec présentation d'un certificat médical de contre-indication.

Rutgers est une communauté de plus de 71.000 personnes dont la protection est la responsabilité de l'administration de l'établissement. L'université se sent aussi responsable des villes environnantes et du New Jersey en général. D'où la recommandation (pressante) au personnel de se faire vacciner, montrant ainsi l'exemple.

L'université a même prévu la vaccination de ses plus jeunes étudiants qui n'auront pas encore 18 ans à la rentrée : les autorités sanitaires états-uniennes autorisent le vaccin Pfizer-BioNtech pour les jeunes de 16 et 17 ans, tandis que tous les autres vaccins doivent être administrés aux personnes de plus de 18 ans.

Pour faire passer l'obligation, contrainte supplémentaire pour les jeunes qui auront bien d'autres soucis à la rentrée universitaire où leur vie changera radicalement pour devenir désormais une vie de campus, coupée de leur famille et de leurs lieux familiers, Rutgers promeut la « carotte » du retour à la quasi-normale : une offre étendue de cours en présentiel et surtout des événements et activités parallèles qui sont le sel de la vie sur les campus états-uniens. Une vraie résurrection de la vie en société, au moins si l'on en croit le communiqué officiel.

L'état du New Jersey a autorisé la vaccination sur site du personnel, et même des étudiants qui ne seraient pas vaccinés avant leur arrivée, dès que les doses seront disponibles. Elles seront livrées à Rutgers où un système de rendez-vous sera prévu.

Cependant, l'université est prudente : « il est vivement conseillé de ne pas attendre les rendez-vous sur site », comme si elle voulait se prémunir déjà des protestations de ceux qui ne pourront pas se faire vac-

ciner par ce biais. À quoi sert-il alors d'obliger tout le monde à se faire vacciner, si on ne peut pas fournir le vaccin à tous ? À exclure les non-vaccinés ? Ou bien à déplacer la responsabilité à l'état du New Jersey ? Le conseil qui conclut le communiqué incite à s'inscrire justement sur le site COVID19 du New Jersey pour se faire vacciner au plus vite.

Nous n'avons pas pu trouver des réactions des syndicats du personnel ou des étudiants à cette obligation instaurée par Rutgers.

D'autres universités, toutes privées, ont suivi cet exemple, comme le révèle un article de Jeff Livingston paru le 9.04.2021 dans le *Medium coronavirus blog*, site qui contient diverses informations sur la pandémie, notamment aux États-Unis. Le *Fort Lewis College* (Colorado) et l'Université Cornell (Ithaca, New York) font de la vaccination une obligation pour les étudiants et le personnel.

Les trois établissements misent sur le fait que tout le monde sera vacciné à la rentrée de septembre, vu que la vaccination va bientôt être étendue à toute personne de plus de 16 ans. Tous les trois mettent en place des applications à télécharger et des mesures facilitant la vaccination (ainsi que les tests) pour leur personnel et étudiants, notamment ceux qui viennent d'états où on ne vaccine pas encore les jeunes ou on a pris du retard pour vacciner les adultes.

Cornell ne mise pas uniquement sur la vaccination : comme elle souhaite que les cours et la vie de campus reprennent, elle a mis en place un outil de détection quotidienne (qui était déjà utilisé et s'étendra au delà de sa date limite du 15 avril), ainsi qu'un système d'aération et un aménagement des salles de cours permettant la « distanciation sociale ».

Ces établissements suivent un protocole sanitaire dicté par le CDC (*Center of Disease Control*) spécialement pour les lieux d'enseignement.

C'est bien de se préoccuper ainsi des étudiants et du personnel et de souhaiter rouvrir dans des conditions de sécurité optimales. Mais on pourrait objecter que toutes les universités, notamment publiques, n'ont pas les moyens ou le luxe de mettre en place un tel système. De plus, les trois établissements privés sont sélectifs et accueillent des étudiants dont les familles ont les moyens, sont bien insérées et ont accès à toutes les informations concernant la vaccination. Comment feront les autres ? On peut craindre encore une fois une rentrée à deux vitesses, où les étudiants et les personnels se retrouveront derrière des écrans, prolongeant leur attente légitime que la vie reprenne enfin et qu'on rencontre enfin de « vrais » humains.

<https://coronavirus.medium.com/some-universities-are-now-mandating-covid-19-vaccines-for-all-students-and-faculty-65fc917b2d94>

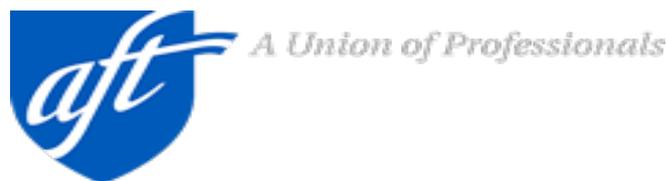
Le communiqué de l'Université Rutgers :

<https://www.rutgers.edu/news/rutgers-require-covid-19-vaccine-students>



Les enseignants se font vacciner

Un communiqué publié le 6 avril par l'AFT (*American Federation of Teachers*), le plus grand syndicat des enseignants états-unien, membre de l'Internationale de l'éducation (IE), nous apprend que les enseignants ont enfin obtenu l'éligibilité prioritaire à la vaccination. Ils affluent pour se faire vacciner et ont hâte de reprendre les cours en sécurité. Mais ils ne le font pas les yeux fermés : la réouverture des établissements se fait après accord avec le syndicat, qui, dans les cas où il pense que toutes les mesures n'ont pas été prises, demande même des délais afin que tout soit arrangé, comme à Chicago.



Un sondage commandé par l'AFT montre que 81% des enseignants et du personnel de soutien soit sont déjà vaccinés, soit ont un rendez-vous proche. 85% des établissements sont rouverts, au moins en demi-jauge. « Les enseignants relèvent leurs manches non seulement pour recevoir le vaccin, mais aussi pour retourner devant les élèves avec la mise en place des barrières de sécurité recommandées par le CDC », déclare le président de l'AFT. Retourner en classe et revoir les élèves était la motivation principale de 86% du personnel éducatif. 93% disent faire confiance aux soignants pour recevoir des informations fiables sur la COVID19.

Une évolution positive montrée par ce sondage est que le vaccin n'est plus l'enjeu politique qu'en avait fait Trump, même si les Africains-américains (personnel éducatif et parents d'élèves) qui vivent dans des quartiers où les bâtiments scolaires sont les plus délabrés sont encore hésitants.

Mais le président de l'AFT est confiant : « si nous instillons la confiance et nous contrebalançons la peur avec des faits, nous pourrions enfin mettre fin à ce cauchemar national », déclare-t-il, tout en étant lucide sur les variants qui représentent encore un danger et sur la nécessité de respecter les mesures barrières du CDC.

Les enseignants et les personnels de l'éducation montrent leur haut niveau d'engagement, de prudence, mais aussi de responsabilité professionnelle.

Il faut dire qu'ils sont soutenus tant par leurs autorités que par leur syndicat dont les négociations serrées portent leurs fruits. On est presque jaloux, en France, où ni le ministère de l'éducation nationale ni celui de l'ESR ne se préoccupent de la vaccination du personnel (il ne faut pas rêver...), ni même de la plus élémentaire réunion du CHSCT afin de décider de véritables - et uniformes - mesures sanitaires dans les écoles et les universités.

Le communiqué de l'AFT :

<https://www.aft.org/press-release/americas-educators-are-vaccinated-and-back-person-poll>

Un article de la *Chicago Tribune* du 7.04.2021 qui relate la fermeté syndicale face aux autorités pour obtenir une réouverture des écoles en sécurité. Les écoles ne sont pas de garderies. Le personnel souhaite la réouverture, mais non dans n'importe quelles conditions. C'est pourquoi le syndicat *Chicago Teachers Union* (CTU) n'arrête pas de négocier afin d'obtenir un accord qui inclut des mesures strictes de sécurité et d'hygiène, un système fiable de tests pour tous, et surtout l'accélération de la vaccination. Ces négociations sont aussi l'occasion pour le syndicat de rétablir ses droits à la négociation, qui avaient été restreints suite à une loi passée il y a un mois qui modifiait l'*Illinois Educational Labor Relations Act* :

<https://www.chicagotribune.com/coronavirus/ct-cps-high-school-reopening-update-union-20210407-2dwzpczj5ad5ahvxshekzgh4-story.html>

Grèce

Les enfants des réfugiés ont droit à l'éducation, même en période de pandémie

Les établissements scolaires sont toujours fermés en Grèce, c'est pourquoi les élèves vont pour la plupart à « l'école internet ». Si cela pose des problèmes pour les élèves « ordinaires » et leurs familles, problèmes communs à plusieurs pays de l'Europe et du monde qui s'organisent (ou non) pour faire l'école à distance, pour les enfants des réfugiés qui vivent toujours dans des camps cela aboutit le plus souvent à ne pas aller à l'école du tout.

Dans un article du *Journal des rédacteurs* publié le 27.03.2021, on découvre cette population scolaire particulière ainsi que les enseignants qui s'en occupent et qui se trouvent assez désarmés devant l'exclusion de ces enfants de l'éducation.

« Donnez une occasion à ces enfants de la dernière chance, aidez-les à apprendre », supplient les enseignants, qui se heurtent à l'indifférence du ministère qui préfère ne pas voir ces centaines d'enfants. Le journal décrit plus particulièrement la situation des camps de réfugiés de la banlieue de Thessalonique, mais la même chose se produit dans tous les camps, où qu'ils se trouvent.

« Jetez un regard sur ces enfants méprisés, donnez-leur une chance, c'est une honte que ces enfants, surtout de l'âge du primaire, n'ont eu école que 10 jours sur toute l'année scolaire », soulignent les enseignants. Ils considèrent que la réponse de l'enseignement à distance « pourrait être considérée comme une blague sadique » quand il s'agit des enfants des camps.

En effet, quand on sait que l'équipement des élèves avec le matériel informatique adéquat pose problème (non seulement en Grèce), on imagine que les familles des réfugiés n'ont pas comme priorité d'acheter des tablettes à leurs enfants... Et le ministère ne s'en occupe pas. Bien sûr, ces familles n'ont pas d'ordinateur. L'accès à internet se fait via les smartphones, comme dans des pays pauvres...

Les enseignants et les familles ont aussi un autre problème qui exclut les enfants de l'éducation, même si (imaginons) quelqu'un, ministère ou association humanitaire, équipait les élèves de tablettes. Il n'y a pas d'internet dans les camps ! Ce n'était pas prévu ! Quand le confinement arrive, il n'y a donc aucune possibilité d'école. On s'étonne après que les enfants tournent en rond et s'ennuient, qu'ils soient en retard pour la lecture, l'écriture ou le calcul, et qu'ils n'apprennent pas correctement le grec...

Heureusement, les maternelles sont dans les camps et ne sont pas fermées. Mais elles n'ont commencé qu'en janvier, car le système bureaucratique et complexe de recrutement des enseignants pour ces écoles fait qu'ils sont nommés tard et pas en nombre suffisant.

Les enfants du primaire intégrés dans les écoles « ordinaires » pouvaient, quand ces écoles étaient ouvertes selon les mesures sanitaires, aller en cours. Mais on leur interdisait de... sortir des camps, pour cause des mêmes mesures sanitaires ! Et quand cette interdiction a été levée, on les privait de transport : compte tenu du fait que les parents n'ont pas de voiture et que les écoles sont loin des camps, en période « normale », la région finance un système de transport pour ces enfants. La période n'étant pas « normale », pas de financement et pas de bus.

« Les enfants sont venus à l'école avec joie et appétit d'apprendre. Ils demandaient quels cours on allait faire, quels enseignants ils allaient avoir, quel était l'horaire de l'école, s'ils allaient recevoir des manuels scolaires et bien sûr ce qu'ils devaient faire pour intégrer l'école "ordinaire" du matin », témoignent les enseignants des classes spécialisées de l'après-midi. « Les enfants veulent apprendre le grec et rester en Grèce. La plupart d'entre eux connaissent l'anglais et veulent l'améliorer. Ils veulent apprendre à dessiner, faire du sport, avancer en maths », continuent les enseignants. Ce sont des enfants comme les autres, que la pandémie a relégués aux oubliettes de l'éducation.

Comme pour les prisonniers (cf. *Fenêtre* n°18), certaines « bonnes âmes » pourraient bien se demander pourquoi, en période de crise, quand les élèves des familles grecques ont le plus grand mal à continuer l'école, on se préoccupe de ces réfugiés qui, en fin de compte, se sont trouvés là sans le vouloir et sont restés souvent bloqués à cause de la pandémie. C'est justement parce que la pandémie a bouleversé la vie de tous, « honnêtes citoyens » ou délinquants emprisonnés, habitants du pays ou familles qui ont fui le leur et dont l'errance a abouti à cette porte de l'Europe, qu'il faut une réponse globale.

La pandémie ne restera pas là éternellement. Mais si les enfants des réfugiés ne vont pas à l'école, ils ne pourront sûrement pas rattraper le retard accumulé et « s'intégrer » pour devenir comme les autres. Leurs familles le savent bien : sans éducation, pas d'avenir pour ces enfants. Elles se joignent aux enseignants qui revendiquent la fin du mépris et un véritable plan de scolarisation « pandémique », comme pour tous les élèves de Grèce.

Quant aux enseignants, il font comme nos collègues de plusieurs pays pauvres (Philippines, Népal etc. cf. *Fenêtres* n°1, n°2, n°7) : ils gardent le contact avec leurs élèves et essaient de leur faire parvenir des supports éducatifs pour éviter leur déscolarisation totale.

Voilà encore des exercices pour entraîner vos traducteurs en ligne :

https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/287315_horis-ekpaideysi-emeinan-ta-prosfygopoyla-sti-thessaloniki



**ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ ΛΕΙΤΟΥΡΓΩΝ
ΜΕΣΗΣ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗΣ**

**GREEK FEDERATION OF SECONDARY
EDUCATION STATE SCHOOL TEACHERS**

Quelles mesures pour garantir une ouverture des établissements scolaires en toute sécurité ?

La Fédération grecque des enseignants du secondaire, ΟΛΜΕ, proteste vivement dans un communiqué publié le 8 avril, contre l'ouverture des collèges et lycées sans préparation, ni mesures de protection des élèves et des enseignants.

« Nous ne sommes pas des biens de consommation ! Nous voulons de véritables mesures d'hygiène et de sécurité dans les établissements, c'est la responsabilité du gouvernement ! », proclame le communiqué.

Les établissements du secondaire sont fermés depuis novembre, les cours se tiennent à distance, avec tous les problèmes récurrents qu'on connaît dans tous les pays du monde. Les enseignants en ont assez et réclament un plan coordonné pour faire face aux problèmes d'apprentissage, mais aussi aux problèmes psychologiques que la pandémie a créés ou exacerbés. Contrairement à l'année dernière, où, pendant le déconfinement progressif les collèges et lycées fonctionnaient en demi-classe et où les élèves qui avaient la santé fragile ou qui vivaient avec des personnes à risque étaient dispensés de classe (même chose pour les enseignants), maintenant le ministère veut tout ouvrir le lundi 12 avril, sans avoir pris les mesures que réclament les enseignants.

C'est d'autant plus inexplicable que tout refermera ensuite pour deux semaines, à cause des vacances de Pâques : la Pâques grecque est le 2 mai, les vacances durent jusqu'au 7 mai.

La seule mesure annoncée pour protéger enseignants et élèves était l'auto-test qui n'est pas une véritable mesure contre la pandémie et dont les résultats ne sont pas très fiables, selon les médecins eux-mêmes. Bien entendu, pas de priorité à la vaccination pour les enseignants.

Revendications :

- tests fiables, une fois par semaine, à tous les établissements, sous l'égide des autorités nationales de santé publique
- plan de vaccination des enseignants, qui doivent être prioritaires
- 15 élèves par classe maximum
- publication de l'avis du conseil scientifique suite à laquelle l'ouverture des écoles a été décidée
- soutien aux élèves qui font face à de multiples et graves problèmes dus à la pandémie
- annulation des examens (autres que ceux d'entrée à l'université)

Vos traducteurs en ligne se familiariseront avec le vocabulaire revendicatif des enseignants :

<https://urlz.fr/fmsQ>

Italie

Le plan de relance des armes

Il Manifesto du 3.04.2021 publie un article éclairant de deux membres du réseau *Pace e disarmo* qui s'est montré actif à plusieurs reprises sur la question de l'industrie de l'armement italienne par temps de pandémie (cf. *Fenêtres* n°2 et n°13). Comme le Parlement italien débat en ce moment le plan de relance, Giorgio Beretta et Francesco Vignarca, les auteurs de l'article, ne s'étonnent pas tellement du débat parlementaire consensuel sur la part du budget de relance destiné à l'industrie de la « sécurité » et de l'armement, et déconstruisent le mythe de son apport significatif au PIB du pays.

Comme si l'Italie, premier pays européen à confiner l'année dernière et premier à être durement frappé par la pandémie qui continue d'y sévir, n'avait pas d'autres besoins pour relancer son économie à part les armes : difficile de comprendre le vote unanime pour la partie du plan de relance destinée au « renforcement de l'instrument militaire ». Ironique aussi l'affirmation que l'accent mis sur l'armement et la « sécurité » n'est pas en contradiction avec les objectifs du plan européen *Next generation EU* qui visent « une Europe plus verte, numérique, résilience et capable de faire face aux défis du futur », notamment climatiques.

Les deux pacifistes sont naïfs concernant l'Europe : qui a un peu fréquenté la Commission et ses documents et déclarations connaît bien l'écart entre ses mots et ses actes. Mais ils n'ont pas tort de la prendre au mot, en critiquant leur pays : les armes sont-elles « vertes » ou « résilientes » ? Pourquoi un secteur qui représente 1% du PIB pour l'export et le taux d'emploi est-il si choyé en ce moment où la priorité est de sortir de la récession due aux confinements ?

<https://ilmanifesto.it/tutti-uniti-in-parlamento-per-un-recovery-plan-armato/>



25 avril 2020 - 25 avril 2021 : les confinements n'auront pas raison des partisans

L'année dernière, les partisans italiens, avec leur association ANPI (*Associazione Nazionale Partigiani d'Italia*) ont dû faire preuve d'imagination et de détermination pour fêter la journée du 25 avril, journée nationale de libération du fascisme et du nazisme, mais aussi, comme l'ANPI ne manque pas de le souligner à chaque occasion, journée de naissance d'une Italie démocratique et sociale. Les célébrations de 2020 se sont tenues en ligne, avec le mot d'ordre de « fonder une nouvelle société de Partisans » (cf. *Fenêtres* n°3 et n°5).

Cette année encore, les Partisans doivent composer avec la pandémie et les mesures sanitaires qui les empêchent d'organiser les grandes manifestations publiques habituelles en cette journée si importante pour les Italiens. Mais comme ce sont des Partisans, des résistants habitués à la lutte d'hier et d'aujourd'hui, ils ne renoncent pas et se montrent à nouveau inventifs.

Un article d'*Il Manifesto* du 11.04.2021 énumère leurs manifestations, après avoir présenté l'esprit de cette commémoration vu par Gianfranco Pagliarulo, le président de l'ANPI : « nous vivons un hiver difficile pour les personnes et pour la démocratie. Nous sommes en train d'organiser un 25 avril de nouveau printemps et de mémoire active : le pays se réunira autour de cette extraordinaire saison d'espoir. Nous avons conquis la démocratie, la liberté et la justice sociale qui ne sont pas données une fois pour toutes. Les défendre ne suffit pas ; nous devons les étendre chaque jour, comme si chaque jour était un 25 avril ».

Que feront les Partisans pour mobiliser le 25 avril ?



Le 19 avril sera mis en ligne, sur le site www.noipartigiani.it un Mémorial de la Résistance italienne qui a été préparé durant deux ans par l'ANPI avec la contribution du syndicat des retraités SPI-CGIL (*Sindacato Pensionati Italiani*). Il est composé de 500 témoignages de Partisans qui relatent non seulement leurs expériences personnelles, mais surtout l'esprit général de la Résistance et les conditions dans lesquelles elle a mûri. Une conférence de presse de présentation se tient le 16 avril.

L'ANPI crée les « routes de la Libération » : les citoyens sont incités à déposer une fleur, dans chaque commune, sous les plaques commémoratives dédiées aux Partisans. L'ANPI conseille de ne pas le faire en groupe, à cause des mesures sanitaires, mais de déposer la fleur à deux, un adulte et un jeune. Ce geste fleuri et symbolique réunira les Italiens et rappellera le sacrifice des Partisans d'alors qui trouvera un écho aux engagements d'aujourd'hui.

Sur la page Facebook de l'ANPI, le 25 avril, à partir de 10h15 et jusqu'à 18h, aura lieu en direct le « relais de la Libération » avec des manifestations culturelles (lectures, musique, présentations de livres...) et des témoignages de Partisans.

Les Partisans italiens ne sont pas de nature à baisser les bras. Leur lutte d'hier se prolonge aujourd'hui, même en confinement. Fermes dans leurs revendications, ils utilisent la mémoire non seulement comme héritage historique, mais surtout comme ferment pour les combats du présent et du futur.

<https://ilmanifesto.it/il-25-aprile-anpi-le-iniziativa-nazionali/>

Mauritanie

Grève massive des enseignants pour une augmentation des salaires et de meilleures conditions de vie

Le site de l'Internationale de l'Éducation (IE) nous informe de la grève très réussie des enseignants mauritaniens qui a eu lieu du 22 au 25 mars, suite à l'appel de la CDE (Coordination de défense des enseignants), qui regroupe plusieurs syndicats de l'enseignement général et technologique, dont certains sont membres de l'IE. La mobilisation a eu un succès inédit : presque tous les enseignants du secondaire, dans toutes les régions du pays, y ont participé.

Sur les photos illustrant l'article, on voit la présence massive de manifestants au poing levé, d'autres tenant des banderoles, presque tous vêtus de leurs habits traditionnels, sous le soleil. C'est un plaisir à les voir si combatifs.



Cette grève fait suite à l'absence de réponse du ministère aux revendications des syndicats. Les enseignants mauritaniens ont des salaires trop bas et des conditions de travail précaires. La pandémie a fait empirer la situation, que le ministère s'était pourtant engagé à améliorer. Mais les promesses n'ont pas été tenues. Le prétendu « dialogue social », qui a l'air, si l'on en croit l'article, de bien se passer d'habitude dans ce pays, est au point mort. C'est pourquoi les syndicats n'ont pas écouté les appels de leur ministre de cesser la grève et d'aller « discuter » pour résoudre le conflit.

Une éducation publique de qualité, tant en période de crise COVID qu'après la pandémie, ne peut se passer de la participation des syndicats des enseignants. En clair, il ne faut pas qu'un quelconque plan soit élaboré sans les intéressés.

Les enseignants ne sont pas seuls : ils rappellent à leur ministère que le pays entier est mobilisé, entraîné par la dynamique des soignants revendiquant l'amélioration de leurs conditions de travail.

Pour un « dialogue social », il faut être deux. La pandémie n'a pas mis en veilleuse la combativité des enseignants, bien au contraire, elle leur a fait prendre conscience de leur rôle essentiel durant les confinements pour maintenir le lien tant éducatif que social.

Bravo aux syndicats mauritaniens d'avoir si bien réussi leur grève et de rester fermes.

Seront-ils entendus ?

<https://www.ei-ie.org/en/detail/17172/mauritania-educators'-strike-for-pay-increase-and-better-living-conditions>

Palestine

À Gaza, le vaccin est très loin, mais les contaminations graves se multiplient

Le Ramadan commence à Gaza, comme dans l'ensemble du monde musulman, mais les habitants ne le fêteront pas. Dans cette bande de terre sous blocus israélien durable et dont la densité de la population favorise la promiscuité, c'est la COVID19 qui fait de l'ombre aux fêtes amicales et familiales de ce mois sacré dont les traditions sont observées non seulement par les croyants.

Le *NYTimes* du 12.04.2021 décrit la situation et donne la parole à un officiel, le Dr Majdi Dhair, directeur du département de prévention au ministère local de la santé.

La montée des contaminations est due au variant dit britannique, plus transmissible et dangereux pour les plus jeunes. La population de Gaza est jeune, les conditions de vie y sont si dégradées qu'il est extrêmement difficile de respecter des règles de « distanciation sociale ». Les cas graves ces trois dernières semaines passent de 58 à 219, et ceux qui nécessitent réanimation de 17 à 58.

Le taux de positivité y est de 38% !

Le représentant du ministère de la santé dit que les hôpitaux sont prêts à affronter la montée pandémique. Mais la réalité est tout autre : à Gaza, le système de santé a été dévasté par des années de conflit et de blocage ; son état était déjà préoccupant avant la pandémie. Depuis août dernier, où les contaminations ont commencé à se multiplier, la situation ne s'est pas du tout améliorée. Aujourd'hui, seulement 1% des Gazaouis ont été vaccinés.

La montée des contaminations arrive au moment même où commence le mois sacré du Ramadan le mardi 13 avril. À Gaza, la coutume est de se rassembler au moment de la rupture du jeûne entre amis et famille sur la plage ou dans d'autres endroits, de remplir les rues de joie et les mosquées de prières. Tout cela est maintenant impossible.

On a souvent qualifié Gaza de « prison à ciel ouvert ». Ne pas pouvoir partager ces moments festifs si importants pour cette population malmenée et frustrée est encore un signe de son emprisonnement.

L'article du *NYTimes* :

<https://www.nytimes.com/2021/04/12/world/covid-gaza-ramadan.html?searchResultPosition=1>

Suivre la situation en temps réel (dernière mise à jour le 9.04.2021) et connaître les actions de l'OMS pour venir en aide aux Palestiniens tant en Cisjordanie qu'à Gaza :

<https://who18.createandshare.com/campaigns/reports/viewCampaign.aspx?d=j&c=99FA4938D049E3A8&ID=D5F904F07436F5112540EF23F30FEDED&temp=False&tx=0&source=Report>

L'association France Palestine Solidarité publie sur son site, dans la rubrique « en direct de Palestine », le point actualisé de la situation de la COVID19 dans les Territoires Palestiniens Occupés :

<https://www.france-palestine.org/-En-direct-de-Palestine->



**World Health
Organization**

EN DIRECT DE PALESTINE

VENDREDI 9 AVRIL 2021

#endirectdepalestine #coronavirus
#covid19

**Coronavirus : point sur
la situation dans les
Territoires Palestiniens
Occupés...**